Les firmes : nouveaux acteurs de GéCoPolitique ?

Are international corporations new actors in GeCoPolitics?

Sind internationale Unternehmen neue Akteure in der GeCoPolitik?

Chalom Schirman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/2906>

DOI : 10.4000/rge.2906

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2010

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Chalom Schirman, « Les firmes : nouveaux acteurs de GéCoPolitique ? », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 50 / 1-2 | 2010, mis en ligne le 23 septembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/2906> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rge.2906>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Tous droits réservés

Les firmes : nouveaux acteurs de GéCoPolitique ?

Are international corporations new actors in GeCoPolitics?

Sind internationale Unternehmen neue Akteure in der GeCoPolitik?

Chalom Schirman

- 1 Un double débat se développe depuis quelques 20 ans :
- 2 D'une part entre :
 - *GéoPoliticiens* qui insistent sur la persistance des facteurs territoriaux à l'ère de la mondialisation et
 - « *mondialistes post-modernistes* » qui annoncent la mort de la géopolitique et son nécessaire remplacement par ce qu'ils appellent une gouvernance mondiale (trans-nationale) pour une planète prétendument sans frontières (Badie, 1995, 1999, 2004), un monde qui serait devenu « plat » (Friedman, 2005).
- 3 D'autre part entre :
 - *GéoPoliticiens* pour qui les Etats et les instruments d'influence et d'action dont ils disposent restent prédominants dans les rapports internationaux et
 - *GeoEconomistes* qui avancent que les conflits territoriaux (militaires, diplomatiques) sont désormais déplacés voire remplacés par une recrudescence et une intensification de la concurrence à l'échelle planétaire et de conflits utilisant des armes économiques (Luttwak, 1990).
- 4 Pour ces derniers, de nouveaux acteurs non-étatiques émergent dans cette arène géoéconomique qui seraient entre autres :
 - Les « marchés », terme journalistique inapproprié qui fait référence aux firmes dites transnationales (qu'elles soient financières, commerciales, technologiques, etc.)
 - Les organisations économiques supra- ou internationales
 - Les ONG
- 5 L'inanité des thèses « mondialistes » de déterritorialisation du monde, de la fin de la puissance des Etats, de la mort des frontières et de la souveraineté, etc., a été

amplement démontrée par maints auteurs français et anglo-saxons (Carroué, 2004 et 2009 ; Fitoussi, 2007 ; Weiss, 1998 ; Yeung, 1998).

- 6 Cet article sera plutôt consacré à un examen très préliminaire de la réalité du pouvoir, du point de vue géopolitique, de ceux qu'on présente comme ses « nouveaux acteurs » et en particulier les firmes prétendument globales (Doremus et alii, 1998). Je vais y développer l'hypothèse de travail que leur autonomie en tant qu'acteur GCP par rapport à l'Etat est très limitée.
- 7 Dans une première section, je présenterai un modèle simplifié dénommé **GéCoPolitique** pour indiquer qu'il intègre à l'analyse *géopolitique* traditionnelle -dont la pertinence et le pouvoir explicatifs persistent à l'heure de la globalisation- les facteurs et acteurs *économiques* issus de cette globalisation.
- 8 Ensuite, je donnerai quelques exemples qui, à mon avis, illustrent les limites étroites du pouvoir géopolitique et même géoéconomique de ces « nouveaux acteurs » face aux acteurs traditionnels et primordiaux que sont et restent, en dernière analyse, les Etats.
- 9 En passant, je suggérerai une ébauche de programme de recherche pour examiner plus généralement et plus systématiquement la nature exacte et les limites du pouvoir de ces « nouveaux acteurs » en GéCoPolitique.

I. Le modèle GCP

- 10 On a beaucoup dit et écrit, après 1989, que la nouvelle phase du processus de mondialisation a permis l'émergence de nouveaux acteurs qui utiliseraient principalement des leviers de pouvoir géoéconomique.
- 11 Pour juger s'il s'agit là d'une modification essentielle des rapports de force géopolitiques et tenter d'établir la portée réelle de cette éventuelle altération, je propose un modèle créé pour mieux saisir les enjeux géopolitiques à l'ère de la mondialisation. Je le présente ci-dessous.

Tableau 1 : T.P.S.

T.P.S.	
Territoire	Terre, Mers, Frontières Cyber espaces Souveraineté
Pouvoir	Capacité, Influence, Normes Sources de la puissance Hard and Soft Power Pouvoir sans territoire Territoire sans pouvoir
Sécurité	Nationale et Internationale Politique, Militaire, Economique, Sociale, Environnementale Nouvelles menaces

- 12 La géopolitique étudie les rapports de force entre entités politiques, établies par des groupes humains, basés sur des territoires, à partir desquels ces groupes cherchent à se protéger ou plus exactement à maximiser leur sécurité.
- 13 D'où le paradigme fondamental de la discipline que j'exprime ici comme l'interaction entre Territoire, Pouvoir et Sécurité. A partir d'un territoire souverain, l'autorité politique (le pouvoir) est capable d'assurer la sécurité de ses ressortissants.
- 14 J'indique dans la deuxième colonne, à propos de cette trilogie, quelques-unes des questions qu'on est en droit de se poser mais que je laisserai ouvertes, étant données les limites restreintes de cet article.
- 15 **Les acteurs et les rapports de forces sont entre :**
- Etat et Etat
 - Etat et acteurs non-étatiques (et acteurs non-étatiques entre eux)
 - Etat et individus ou groupes puissants
- 16 Le modèle GCP introduit *d'une part* les **acteurs** qui tentent de modifier à leur avantage les rapports de force et *d'autre part* les **leviers de pouvoir** qu'ils utilisent à cet effet.
- 17 Traditionnellement la géopolitique raisonnait autour des seules rivalités de pouvoir - dans l'espace- entre Etats et en particulier de l'utilisation par les Etats d'instruments politiques et militaires pour maximiser leur pouvoir, assurer leur sécurité ou imposer leur hégémonie.
- 18 La globalisation – phénomène principalement économique et technologique- aurait fait émerger également **des acteurs non-étatiques** qui tentent de s'accaparer un pouvoir GéCoPolitique (utilisation d'un rapport de force à partir d'une base territoriale pour s'assurer des avantages voire une hégémonie dans les domaines politique et économique).

- 19 Il faut bien évidemment d'abord se poser la question fondamentale du degré d'autonomie de ces nouveaux acteurs par rapport aux Etats. Examinons donc le cas de certains de ces « nouveaux acteurs ».
- 20 D'abord ne sont guère autonomes les **organisations économiques internationales** (FMI, OMC, Banque mondiale) ou supranationales (Commission européenne) et les **organisations internationales techniques** (OMS, ILO, ISO, FAO, Union Postale, etc) qui dans certaines circonstances disposent indéniablement d'un certain pouvoir qu'ils utilisent. Cependant, leur pouvoir dépend en dernière instance de l'autorisation d'Etats qui les ont créées, qui leur ont édicté leurs statuts et dont le rapport de force entre eux détermine en fin de compte leurs décisions.
- 21 Ainsi, à titre d'exemple, dans un article publié dans le *Financial Times*, le 16 septembre 2010, l'éditorialiste Phillip Stephens constate à la fois la nécessité d'une coopération internationale pour tenter de régler des problèmes de plus en plus globaux et la persistance obstinée d'un **protectionnisme stratégique national**. Il écrit à propos de la réforme du FMI: « The US and Europe agree they have a shared interest in the opening up of the Fund to the rising economies. China, with the world's second-largest economy, has fewer votes than the Benelux nations. So it is obvious the West must cede ground. It is just that the Americans think the Europeans should be first to give way and vice versa ».
- 22 Son collègue, Martin Wolf, renchérit dans le *Financial Times* du 29 septembre 2010 à propos de la guerre des devises dans laquelle le refus de la Chine de réévaluer sa devise joue un rôle fondamental
- 23 Chaque fois, à cause d'intérêts étatiques nationaux. La coopération inter étatique reste faible sur plusieurs points cruciaux et la "gouvernance mondiale" une chimère.
- 24 Quant aux **organisations politiques internationales** (ONU et ses agences spécialisées) leur paralysie dans tous les cas où les Etats membres sont divisés montre bien la limite très vite atteinte de leur pouvoir GéCoPolitique.
- 25 La même constatation s'impose, par exemple, pour une organisation **supranationale** comme la Commission Européenne (ou même le Conseil Européen, pourtant composé des chefs d'Etats des pays membres) pour tout ce qui concerne les politiques dites « communes » qui touchent à des intérêts GéCoPolitiques : l'énergie, le transport ferroviaire, la sécurité et la défense, entre autres, où les déclarations d'intention et même les Traités restent sans effets (voir par exemple Beyer, 2008 et 2010).
- 26 Par manque de place, à nouveau, je dois faire l'impasse sur **les ONG** dont le pouvoir, quand il existe, passe par l'opinion publique nationale ou internationale. Le pouvoir de ces opinions publiques et son poids face aux considérations géopolitiques mérite un développement dont je ne peux traiter ici.
- 27 Enfin, les **firmes dites transnationales** seront considérées dans la section suivante de cet article.
- 28 Un mot encore sur une troisième catégorie d'acteurs, composée de ce que Thomas Friedman nomme les *super-empowered individuals and groups*: les Bill Gates, George Soros, Mandela, Jean Paul II, mais aussi Bin Laden, Al Qaïda et les Mafias.
- 29 Certains, comme ces derniers, ont acquis et savent utiliser un réel pouvoir de nuisance, à condition qu'ils disposent d'un réduit territorial, mais dans quelles conditions

peuvent-ils constituer une menace stratégique qui modifierait les équilibres GCP face au pouvoir des Etats ?

- 30 D'autres, comme les premiers cités, ont une influence positive et tentent de rétablir un certain équilibre dans un monde devenu plus incertain, plus volatile et très inégalitaire.

Les expressions du pouvoir GCP

- 31 Ici aussi il y a un triptyque : ces trois catégories d'acteurs exercent leur pouvoir non seulement avec des **moyens géopolitiques**, mais aussi et de plus en plus utilisent des **instruments géoéconomiques** et mettent en oeuvre **une influence idéologique**.
- 32 *GéoPolitique*: la capacité pour un Etat d'assurer la sécurité de son territoire et la pleine souveraineté sur ce dernier ainsi que la capacité de projeter son pouvoir politique et militaire à l'extérieur de ses frontières (à l'échelle régionale et/ou globale) pour défendre et promouvoir ses intérêts. Donc la capacité et la **volonté** de recourir à et d'utiliser la force ou l'influence politique, diplomatique, voire militaire. Mais aussi la capacité d'acteurs non-étatiques de peser sur le statut géopolitique d'un Etat.
- 33 *GéoEconomique*: l'initiative, l'action et la capacité d'un Etat et/ou d'autres acteurs à défendre et promouvoir à partir d'une base territoriale leurs intérêts économiques dans l'arène internationale.
- 34 *Idéologico-culturelle*: l'influence d'un Etat et/ou d'autres acteurs dans la définition de normes et standards reconnus et/ou acceptés par les autres nations/acteurs (droits, normes politiques, standards techniques, systèmes de régulation politique et économique, défense de la propriété intellectuelle, etc)
- 35 Les Etats, principaux acteurs GCP, peuvent être actifs sur les trois plans. C'est le cas des grandes puissances globales ou régionales. D'autres acteurs (Etats ou non-étatiques) ne sont actifs que sur l'un ou l'autre des niveaux.
- 36 Ainsi pour prendre deux ou trois exemples parmi une myriade :
- La Russie, après l'effondrement de l'URSS, a dû rester inactive au plan GP pendant plus d'une décennie. Il a fallu attendre V.V. Poutine pour lui faire retrouver toute sa place GCP, au moins sur son échiquier régional (son proche étranger) et ce, avant tout, grâce à l'utilisation d'armes géoéconomiques (parfois par l'intermédiaire de firmes sous la coupe du Kremlin comme Gazprom). Sans qu'elle ne néglige, quand cela lui semble s'imposer, les moyens militaires classiques pour des motifs GP traditionnels, comme le montre l'intervention en Géorgie à l'été 2008.
 - La Suisse qui a toujours préféré son rôle géoéconomique global à une ambition GP quelconque (mais qui prend cependant sa sécurité militaire très au sérieux) et le Japon qui au lendemain de sa terrible défaite de 41-45 a remplacé son activisme GP par un activisme géoéconomique longtemps cité en exemple envieux.
- 37 Une remarque sur cette modalité du pouvoir GCP qu'est le **discours idéologique** pour influencer les représentations du monde et l'identité culturelle (sans nécessairement épouser la thèse du *Clash of civilisations*).
- 38 Un exemple patent est (on devrait dire aujourd'hui, je le crains, a été) le *Consensus de Washington*, cette liste de principes « acquis » (basés sur les *credos* capitalistes de libre entreprise, de libre commerce, de liberté politique et de mobilité des capitaux) qui gouvernent (ou ont gouvernés sans opposition réelle au cours des 20 ou 30 dernières années) les relations économiques internationales. Certes jusqu'à présent, les

composantes de cette idéologie, née à Washington DC, ont été acceptées par la plupart des acteurs GCP dans le monde. Si, dans les prochaines années, suite à la crise commencée en 2008, le « consensus » s'effritait et devait être remplacé par d'autres principes d'action, cela aurait incontestablement un impact sur la réalité géopolitique.

- 39 En effet et de façon plus générale, il faut reconnaître qu'alors que tout au long du XX^{ème} siècle, cette dimension idéologique avait un rôle prépondérant dans les rapports de force GCP, il semble que depuis l'annonce prématurée de *la fin de l'histoire*, l'Occident, lui, a abandonné le combat idéologique, laissant l'espace libre à tous ceux qui s'opposent aux intérêts qu'il défend et aux valeurs qui sont les siennes. Cet espace idéologique semble désormais occupé quasi-exclusivement par les post-modernistes, les anti-globalisme, les islamistes et divers fondamentalistes religieux et d'autres radicaux, prophètes plus ou moins armés.
- 40 La structure du pouvoir GCP dans un monde dit global pourrait être résumée comme suit :

Tableau 2 : Structure du Pouvoir

Structure du Pouvoir: 3 types de Rapports de Force		
Acteurs	Origine	Problématique
Etat à Etat	Traditionnelle	<ul style="list-style-type: none"> •Perte de Souveraineté (?) •Emergence de problèmes transnationaux •Hégémonie et équilibres
Etat à Acteurs non étatiques	Globalisation	<ul style="list-style-type: none"> •Organisations internationales •ONG •Firmes transnationales (?) •Opinions publiques (?) •Autonomie des non étatiques (?)
Etat à Individus/GROUPES	Mondialisation	•Pouvoir de nuisance
		•Pouvoir citoyen

- 41 Le tableau suivant introduit la deuxième section sur les interactions entre Etat et acteurs privés (principalement Firmes internationales) ou entre firmes internationales elles-mêmes. Je vais y brosser une approche encore sommaire de la capacité GCP effective des firmes à l'heure de la globalisation.

Tableau 3 : Interactions GCP

INTERACTIONS GeCoPolitiques		
Géopolitique	Etats Actifs/Inactifs	
	Autres acteurs actifs	Institutions inter et supranationales (économiques, politiques, techniques)
Géoéconomique	Etats Actifs/Inactifs	Instruments géoéconomiques
	Etats – Acteurs privés	Interactions intensives et positives Manipulation réciproque Interactions intensives et négatives
Idéologique	Etat – Opinions Publiques	
	Non étatiques – Opinions Publiques	
	Etat – Non Etatiques	

II. Firmes et GéCoPolitique

- 42 Plus que dans le domaine GP, sur l'arène géoéconomique, les Etats doivent prendre en compte des acteurs non-étatiques et principalement les firmes privées.
- 43 Dans les différents rapports entre ces différents acteurs, plusieurs questions se posent (autant de sujets de recherche dans le domaine de la GéCoPolitique) :
1. Quels types d'interaction entre eux ?
 2. Quel degré d'autonomie pour les non-étatiques ?
 3. Les non-étatiques sont-ils amenés à déplacer (voire à remplacer) les Etats sur le plan géoéconomique ?
 4. Disposeraient-ils d'un pouvoir GCP extra-territorial ?
 5. Quels espèces de nouveaux risques GCP (mais aussi d'occasions) existent pour ces acteurs privés engagés dans une concurrence globale et des conflits géoéconomiques ?
 6. Quels sortes d'instruments (d'armes) sont utilisés par les Etats dans cette arène qui peuvent porter préjudice aux intérêts géoéconomiques des acteurs privés ou vice-versa ?
- 44 Dans un article déjà cité, paru en 1990 et qui a fait école, Edward Luttwak a fourni une première typologie de la coexistence entre Etats et Firmes. Il distingue trois catégories d'interaction :
- 45 A. **Intensive et positive** entre firmes ayant acquis une importance GCP et l'Etat sur le territoire duquel elles sont nées et se développent. Ces firmes ont besoin du soutien et de la protection de l'Etat. Souvent l'Etat les utilise pour augmenter son pouvoir GCP dans l'arène internationale. L'exemple historique le plus cité étant *Les Cie des Indes Orientales et Occidentales* au XVIIème et XVIIIème siècles. Les exemples français

contemporains abondent qui vont (par ordre alphabétique) de Areva à Veolia, en passant entre autres par *Danone*, *EDF*, *EADS*, *GDF*, *Elf*, *Suez*, *Total*, *Thomson-Thalès* et autres « champions nationaux ». Un cas célèbre en Russie est évidemment GazProm. Qui joue « seul », sous les ordres du Kremlin, ou signe des alliances, comme dans le Projet Northstream qui crée la zizanie entre pays de l'UE et rend très précaire la politique énergétique « commune » de cette Union.

- 46 **B. Manipulation réciproque** où l'on retrouve, depuis la création d'Aramco, au premier rang, les multinationales pétrolières qu'elles soient américaines, britanniques ou françaises (Sampson, 1975 et Morelli, 2010). Autre exemple français, dans le secteur non énergétique, Thomson-Thalès, comme l'a illustré l'affaire des frégates à Taiwan.
- 47 **C. Intensive et négative.** Cette catégorie d'interaction Etat-Firmes concerne surtout les relations avec les pays hôtes, comme en témoigne -peut-être- la récente affaire *Google* en Chine ou *BP* aux USA ainsi que les nombreux veto à l'encontre d'investissements ou de prise de participation en capital par des « étrangers » dans des domaines jugés « stratégiques » par l'Etat-hôte. Mais il arrive aussi qu'un Etat s'oppose à l'une de ses propres firmes nationales dont l'action pourrait l'entraîner dans des aventures contraires à ses intérêts GCP.
- 48 De nombreux auteurs qui ont consacré leurs recherches aux firmes prétendument « globales » ont montré qu'il n'y a pas de firmes apatrides qui transcenderaient (se moqueraient) des frontières ! (voir Doremeus, *op. cit.* ; Weiss, *op.cit.* et aussi Hirst, 2009). Ces firmes internationales (terme plus exact) sont toutes basées sur des territoires nationaux et ne peuvent survivre sans la protection des Etats dont ils sont ressortissants. Leur autonomie en tant qu'acteur GCP par rapport à l'Etat est donc très limitée.
- 49 Le pouvoir GCP est territorial et, en dernier ressort, l'apanage des Etats qui contrôlent ces territoires, non des autres acteurs qu'ils soient privés, supra- ou infra- nationaux. Certes il est des épisodes où des Etats choisissent ou préfèrent ne pas exercer tout ou partie de ce pouvoir GCP vis-à-vis d'autres acteurs.
- 50 Il n'en subsiste pas moins que la soi-disant « déterritorialisation » des firmes globales n'a jamais existé. Aujourd'hui, comme hier, les entreprises engagées sur le marché international ont, à plusieurs niveaux, un grand besoin de l'aide, souvent même de la protection de l'Etat souverain sur le territoire duquel se trouve leur base et qui les considère comme ses « nationaux » (voire ses *champions* nationaux) dont il doit assurer la sécurité.
- 51 Un récent exemple notoire de ce besoin de protection GCP est fourni par le traitement infligé par le gouvernement américain, en juin 2010 à BP, société britannique (on peut dire quasi par définition).
- 52 La manière particulièrement rude (les Britanniques diront *discriminatoire*) dont l'administration Obama a traité cette firme pétrolière « globale » (en concurrence avec les majors américains de l'énergie) a contribué à faire perdre à BP la moitié de sa capitalisation boursière en un mois et a obligé le gouvernement de sa gracieuse majesté d'intervenir à la Maison Blanche.
- 53 Quelles conclusions tirer de cet épisode ? De quoi est-il significatif ?
 1. Qu'en matière de défense et de sécurité GCP, en dernier ressort ce ne sont que les Etats qui peuvent l'assurer.

2. Que ces mêmes Etats n'hésitent pas à utiliser des tactiques offensives (géoéconomiques) pour favoriser les entreprises de **leurs** « ressortissants » (ici les USA au profit des majors américaines)
3. Que voici une illustration d'interaction géoéconomique Etat-Entreprise : négative entre BP et les USA ; positive et forte entre BP et la GB et entre les Majors américains et les USA.

54 Prenons d'autres exemples intéressants :

- Le divorce difficile entre Areva et Siemens dans leur JV Areva Nuclear Power au profit d'une nouvelle alliance germano-russe, avec intervention des Etats dans les deux cas. Certes il y a des causes purement « business » à ce divorce, comme l'asymétrie entre le partenaire français qui contrôle la quasi totalité de la filière nucléaire alors que le partenaire allemand n'y est présent que sur une portion seulement. D'où la crainte de Siemens d'être dominé par Areva (en outre dirigé par une CEO très assertive). Mais s'y ajoutent des motivations géopolitiques liées aux tentatives de « réalignement » de l'Allemagne entre son allié France au sein de l'UE et la Russie, dont elle dépend sur le plan énergétique.
 - La fusion Suez-GDF organisée par le gouvernement français pour faire obstacle aux tentatives de la Commission de Bruxelles de briser les monopoles énergétiques nationaux et encourager les fusions trans-nationales à l'échelle européenne. L'Etat en France a ainsi empêché la fusion avec l'ENEL italienne.
 - De même les mariages trans-nationaux dans cette autre industrie « stratégique » que sont les telecom sont très rares et très difficiles. Les fusions acquisitions tentées entre opérateurs telecom européens ont quasi toutes échoué pour des raisons de conflits d'intérêts exacerbés par des considérations purement nationalistes.
 - La globalisation bat-elle en brèche la protection nationale ? EADS a réussi à obtenir un gros contrat de l'US Air Force au nez et à la barbe de Boeing. Mais seulement après s'être présentée en poussant au premier plan son partenaire US, Northrop Grumman. Las ! Boeing s'est tourné vers Washington pour annuler le contrat et rouvrir l'appel d'offre.
- 55 Dans tous ces exemples, comme dans de très nombreux autres qu'on aurait pu citer ici, ce sont les Etats qui, parfois en amont, parfois en aval, soit forcent les firmes à se plier à leurs impératifs GCP, soit leur viennent en aide. Dans les deux cas de figure, ce sont les Etats qui agissent pour renforcer leur pouvoir GCP dans l'arène internationale et pour promouvoir les intérêts de leurs firmes. Le rapport de dépendance est des firmes aux Etats¹ et non l'inverse.
- 56 La crise financière et économique que nous vivons a commencé à cause du retrait des Etats dans le monde capitaliste, à partir des années 1980, devant la superbe des acteurs privés. La sortie de crise dépend de la reprise en main par ces Etats des régulations indispensables au bon fonctionnement des marchés (les anglo-saxons parlent plus exactement *d'enforcement*). De plus, tout indique, comme l'écrit Ph. Stephens, déjà cité que, jusqu'à présent, cette reprise en main se fait sur une base nationale (étatique) et non inter- ou supra- nationale.
- 57 Les seuls Etats restent en dernier recours les garants de la sécurité économique comme de tous les autres aspects de la sécurité. Au contraire des prédictions sur les acteurs économiques (non-étatiques) qui deviendraient des acteurs géopolitiques de plus en plus influents, il semble bien que le monde contemporain soit encore dominé par les acteurs traditionnellement voire exclusivement « géopolitiques » (les Etats) devenus, eux, acteurs influents dans la sphère économique. Ils utilisent des instruments économiques, commerciaux, financiers, technologiques à des fins strictement ou principalement politiques (de politique interne) et géopolitiques. Instruments dirigés

contre d'autres acteurs étatiques et pour mieux contrôler (ou soutenir) les acteurs non-étatiques.

- 58 En guise de conclusion provisoire, je citerai un livre consacré aux rivaux de l'Etat en matière de souveraineté (Spruyt, 1994). L'auteur s'y interroge sur l'adéquation à la nature globale des problèmes contemporains du système qui régit les relations internationales, basé sur la coexistence d'Etats territoriaux souverains. Il indique en particulier qu'il doute de la pertinence de ce système pour régler les questions d'environnement, de migrations humaines, de prolifération nucléaire et d'interdépendance économique croissante.
- 59 En réponse, je ferai remarquer, comme Winston Churchill, à propos de la démocratie, que le système Westphalien est et reste (peut-être) le pire des systèmes, mais à l'exception de tous les autres.

BIBLIOGRAPHIE

- Badie B., 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 276 p.
- Badie B., 1999, *Un monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 306 p.
- Badie B., 2004, *L'impuissance de la Puissance*, Paris, Fayard, 293 p.
- Beyer A., 2008, « Le contact des réseaux ferrés à écartement russe et européen. Héritage embarrassant ou futur trait d'union continental », *Strates*, n°15, 2008, p. 155-170.
- Beyer A., 2010, « Le rail stratégie, une lecture géopolitique des grandes entreprises ferroviaires dans l'espace européen », communication au Colloque « Firmes, géopolitique et territoires » de Nancy (septembre 2010), à paraître dans *L'Espace Politique*.
- Carroué L., 2004, *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 256 p.
- Carroué L., 2009, *La mondialisation, Genèse, acteurs et enjeux*, Rosny sous bois, Bréal, 348 p.
- Doremus, P., Keller, W., Pauly, L., Reich S., 1998, *The myth of the global corporation*, Princeton, Princeton University Press, 205 p.
- Friedman T., 2005, *The world is flat*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 488 p.
- Fitoussi J.-P., « Une mondialisation d'Etats-nations », *Le Monde* du 6 mars 2007.
- Hirst P., Thompson G., 2009, *Globalisation in question*, Oxford, Polity Press, 304 p.
- Luttwak E., 1990, « From Geopolitics to Geo-Economics », *The National Interest*, summer 1990, p. 17-23.
- Morelli C., 2010, « The Anglo-Iranian oil company 1945-1954, Government Business Relationships in conflict ? » in Beltran A (ed.), *A comparative history of national oil companies*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang., p. 323-342.
- Sampson A., 1975, *The seven sisters, the great oil companies and the world they shaped*, New York, Bantam Books, 395 p.

Spruyt H., 1994, *The sovereign state and its competitors : an analysis of systems change*, Princeton, Studies in International History and Politics, 288 p.

Weiss L., 1998, *The myth of the powerless State, governing the economy in a global era*, Oxford, Polity Press, 249 p.

Yeung, H. Wai-chung (1998), « Capital, state and space: contesting the borderless world », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 23 , n° 3, p. 291-309.

NOTES

1. Ceci n'est pas vrai évidemment dans les nombreux "Etats ratés" de la planète (Failed States) où, par définition l'Etat ne contrôle plus ni son territoire, ni ce qui s'y passe.

RÉSUMÉS

Au cours de la nouvelle phase de globalisation/mondialisation, il a été fait grand cas de l'apparition de nouveaux acteurs géopolitiques - non étatiques - et du renforcement de leur pouvoir. Ces nouveaux acteurs, au premier rang desquels on trouverait des organisations internationales et des entreprises dites « globales », seraient responsables d'un bouleversement des rapports de force internationaux

La première partie de cet article présente d'abord le modèle GéCoPolitique (GCP) pour prendre mieux en compte à la fois les trois sources (leviers) traditionnels du pouvoir géopolitique. Et également intégrer les nouveaux acteurs non étatiques apparus lors de la dernière phase de globalisation/mondialisation ainsi que les différents types d'interactions entre acteurs étatiques et non étatiques.

Nous définissons ces trois leviers de la manière suivante :

Géopolitique ou la capacité d'une entité politiquement organisée d'assurer la sécurité de son territoire et de sa population et d'utiliser sa base territoriale pour étendre son pouvoir politique à l'extérieur de ses frontières dans le but de défendre et de promouvoir ses intérêts par des moyens politiques et militaires (coercitifs)

Géoéconomiques : l'initiative, l'action et la capacité d'un Etat ou de tout autre acteur de la scène internationale pour défendre et promouvoir, à partir d'une base territoriale définie, ses intérêts économiques, financiers, commerciaux, technologiques par des moyens de pression, d'influence et d'action économiques.

Idéologiques et culturels : l'influence d'un Etat ou d'autres acteurs internationaux sur la définition et l'acceptation par d'autres Etats/acteurs de normes, standards, valeurs, lois, règles et systèmes de régulation dans tous les domaines de l'activité humaine.

Dans la deuxième partie de l'article on s'interroge ensuite sur le pouvoir réel des « nouveaux acteurs ». On examine le degré d'autonomie réelle des acteurs non étatiques vis-à-vis des Etats. On observe en particulier que les Organisations Internationales (tels le FMI, l'ONU ou l'OMS) sont toutes étroitement dépendantes de la volonté, des choix et des décisions politiques des Etats-membres qui les constituent, les ont créées et les contrôlent. Le pouvoir GCP supposé de ces

Organisations (internationales ou supranationales comme la Commission Européenne) reste donc très limité et encadré par les acteurs GCP traditionnels, à savoir: les Etats.

Quant aux « firmes transnationales », à l'instar d'autres auteurs au cours des 20 dernières années, nous montrons que les entreprises opérant sur le « marché global » sont dépendantes du soutien (ou de son retrait) de l'Etat dont elles sont les « citoyennes » ou « hôtes » et, en fin de compte, sur l'arène GCP, leur sécurité (succès) ne peut être assurée que par les Etats dont elles sont les ressortissantes. De nombreux exemples et illustrations de cette dépendance sont cités dans l'article et une ébauche de programme de recherche sur ce sujet est présentée.

En conclusion, tout annonce de la mort de l'Etat, de la souveraineté, des territoires ou des frontières semble bien prématurée et le discours sur la suprématie du pouvoir des « marchés » ou des firmes globales semble, lui, être infondé. Au contraire, le dernier avatar de la globalisation/mondialisation est caractérisé par l'utilisation accrue, même par les Etats souverains, d'instruments géo-économiques principalement pour pousser leurs propres intérêts GCP et en faire bénéficier leurs « champions nationaux ».

In this article, I first present a GeCoPolitical (GCP) model based on a new approach to traditional geopolitics that takes into account the three sources (levers) of geopolitical power, the new non-State actors that emerged in the latest phase of globalization and different types of interactions between States and non-State actors:

Geopolitical or the capacity of a politically organized entity to assure the security of its territory and its population and to use its territorial base to expand its political power outside of its boundaries in order to defend and promote its interests by political and military means.

Geoeconomic: the initiative, the action and the capacity of a State or any other actor on the international arena to defend and promote from a territorial base its economic, financial, commercial, technological interests by economic means.

Ideological and cultural: the influence of a State or other international actors over the definition and the acceptance by other States/actors of norms, standards, values, laws, rules and regulatory systems in all realms of human action.

With the new phase of globalization new actors in GeCoPolitics (among them supranational organizations and "global firms") are said to be competing more and more successfully with States and use one or more of these levers.

The article then questions the extent of the validity of this assertion.

It first checks the degree of autonomy of non-State actors from States. It is pointed out that International Economic and/or Political Organizations (UN, IMF, WTO, etc) are always dependent on the political will and decision making system of the States that constitute their membership. Thus the GCP power of these supposed new actors is limited by the GCP power of States (traditionally, the sole actors in GCP).

As for the "borderless global firm", following many authors in the past 20 years we show that corporations that operate in the global market are dependent on the support (or its withdrawal) of the State of which they are "citizens" or "guests". Ultimately, on the GCP arena, their security (welfare, success) can be assured only by the State on which they depend.

Many examples and illustrations of this reality are provided and the draft of an agenda for further research on this issue is proposed.

Thus any argument about the death of State sovereignty (or the powerlessness of the State) at the hands of global firms seems baseless. On the contrary, what happened in the latest phase of globalization is the use of geoeconomic instruments mostly by States for their own GCP interests and also for the benefit of their "national" firms.

In dem vorliegenden Artikel präsentieren wir zunächst ein GeCoPolitisches (GCP) Modell, basierend auf einem neuen Ansatz in der traditionellen Geopolitik, welches die drei Quellen (Hebel) der geopolitischen Macht berücksichtigt sowie die Rolle und den Platz von

geoökonomischen Instrumenten betont. Ferner liefern wir eine Übersicht über die, der jüngsten Globalisierungsphase entsprungenen, neuen nichtstaatlichen Akteure sowie verschiedene Interaktionstypen zwischen staatlichen und nichtstaatlichen Akteuren:

In der Tat wird behauptet, dass in der neuen Phase der Globalisierung, neue Akteure in der GeCoPolitik immer erfolgreicher mit Staaten konkurrieren und einen oder mehrere dieser Hebel, darunter übernationale Organisationen und "globale Firmen", benutzen.

Der Artikel stellt im Folgenden die Gültigkeit dieser Behauptung in Frage.

Zunächst wird das Ausmaß der Autonomie der nichtstaatlichen Akteure von Staaten überprüft. Es wird aufgezeigt, dass Internationale Wirtschaftliche und/oder Politische Organisationen (UNO, IMF, WTO etc.) immer vom politischen Willen und dem entscheidungstreffenden System der jeweiligen Mitgliedsstaaten abhängig sind. Somit wird die GCP-Macht der vermeintlichen neuen Akteure durch die GCP-Macht der Staaten (traditionellerweise die einzigen Akteure in der GCP) eingeschränkt.

Bezüglich der "grenzenlosen globalen Firma", schließen wir uns der Folgerung zahlreicher Autoren der letzten 20 Jahre an, die demonstrierten, dass ein solches "Tier" nicht existiert: eine Firma ist immer in einem Territorium ansässig und abhängig von dem Staat, der dieses Territorium kontrolliert.

Unternehmen, die auf dem Weltmarkt agieren sind auf die Unterstützung ihres Heimat- bzw. Gaststaates angewiesen und ihre Sicherheit (Wohlergehen, Erfolg) in der GCP-Arena kann in letzter Instanz nur durch den Staat, von dem sie abhängig sind, gewährleistet werden.

Es werden zahlreiche Beispiele und Illustrationen dieser Realität aufgeführt und der Entwurf einer Agenda zur weiterführenden Forschung zu diesem Thema vorgeschlagen.

Akteure, GCP-Modell, GeCoPolitik, Geowirtschaft, Geopolitik, Globalisierung, internationale Firmen, Macht, Sicherheit, Souveränität, Staaten, übernational, Organisationen, Territorium

INDEX

Mots-clés : acteurs, entreprises globales, Etats, géoéconomique, géopolitique, modèle GCP, organisations internationales, pouvoir, sécurité, souveraineté, territoire

Keywords : actors, GCP model, GeCoPolitics, Geo-economics, Geopolitics, globalization, international firms, power, security, sovereignty, States, supranational organizations, territory

AUTEUR

CHALOM SCHIRMAN

Associate professor, former Dean of SIMBA, Shanghai, chalomabrod@hotmail.com